

# Le Québec compte limiter l'arrivée des Maghrébins

**IMMIGRATION.** Le Canada a de plus en plus de mal à absorber le flux record d'immigrants qu'il reçoit chaque année. Au Québec, ce sont les Maghrébins qui vont en faire les frais.

PAR LOUBNA BERNICHI

La nouvelle politique de planification de l'immigration au Québec conduira à une baisse considérable du nombre des citoyens de l'Afrique du Nord admis dans la province, alors que le gouvernement québécois entend réduire de 54.000 à 50.000 d'ici 2015 le nombre annuel d'immigrants qu'accueille le Québec.

En 2010, 37% des immigrants admis au Québec provenaient d'Afrique, dont plus de la moitié du Maghreb, 25% d'Asie, 21% des Amériques et 17% d'Europe, soit les quatre "bassins" d'origine, selon le ministère de l'Immigration canadien. Les Marocains, avec environ 65.000 personnes, et les Algériens, avec 100.000, formaient les deux plus importants contingents d'immigration au Québec, l'an dernier. Pour justifier la diminution du nombre d'immigrants en provenance d'Afrique du nord, la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, Kathleen Weil, en dévoilant, 14 avril 2011, les orientations du gouvernement pour la période 2012-2015, a fait valoir que l'Institut économique du Québec ne prévoit plus une décroissance de la population à partir de 2031 en raison du mini-baby-boom des dernières années.

Elle a aussi évoqué une volonté de rééquilibrer progressivement, d'ici 2015, la proportion que représente chacun des quatre grands bassins géographiques de provenance de l'immigration afin qu'elle ne dé-

pas pas 30% pour chacun des bassins. Des arguments qui ont été rejetés en bloc par les associations de défense des migrants originaires des pays concernés par ces mesures restrictives. Pour eux, un bassin est un concept très flexible qui n'est pas défini. Dans la Loi sur l'immigration, depuis 2004, il peut être un pays, un groupe de pays ou un continent, ce qui accorde au ministre un pouvoir discrétionnaire infini pour établir des seuils maximums d'immigrants par bassin.

## Une preuve de racisme

Cette limitation touchant les populations maghrébines en particulier est jugée discriminatoire. En juin 2007, deux Marocains dont la demande d'immigrer au Québec a été refusée en août et septembre 2002, ont accusé les autorités politiques québécoises de faire preuve de racisme en allouant moins de ressources à l'étude des dossiers en provenance du Maghreb qu'à ceux provenant notamment de la France et de la Roumanie. «Pour une immigration de candidats francophones d'Afrique de l'Ouest ou du Maghreb, les objectifs sont réduits au maximum afin que le moins de candidats possible soient acceptés. Pour une immigration blanche, les budgets octroyés sont considérables et permettent aux candidats de ne subir aucune attente et d'être acceptés avec entrevue en trois à quatre mois, et ce, par milliers» avait fait valoir leur avocate, Sophie Patricia Guerrero. La



Le gouvernement canadien veut intégrer les immigrants déjà installés au Québec.

sélection des nouveaux résidents économiques au Canada est fondée sur un système de points. Le niveau d'études équivaut à 25 points et la connaissance du français et de l'anglais à 24 points. Viennent ensuite l'expérience professionnelle, 21 points, l'âge, 10 points, l'existence d'un emploi réservé au pays, 10 points, et la capacité d'adaptation, 10 points également. Le candidat à l'exil doit obtenir un minimum de 67 points pour obtenir son visa. En 2010, le Canada a accueilli un nombre record d'immigrants, se chiffrant à 280.636 résidents permanents, un nombre inégalé en plus de 50 ans. En plus des résidents permanents, le pays a accueilli 182.322

travailleurs étrangers temporaires, 12.098 réfugiés et 96.147 étudiants étrangers, soit 28.292 étudiants étrangers de plus qu'en 2005.

## Immigration sélective

Cette recrudescence des arrivées, en plus des conséquences désastreuses de la crise économique, expliquent probablement la nouvelle politique d'immigration canadienne. De l'aveu même de la ministre, Kathleen Weil, le gouvernement canadien veut se donner de "l'oxygène" pour intégrer en emploi les immigrants déjà installés dans la province.

En effet, le taux de chômage des Maghrébins est de 27%. Il est,

ainsi, quatre fois plus élevé que celui des Québécois de souche. Pourtant, les immigrants maghrébins au Canada, contrairement à ceux des pays européens, ont un niveau d'instruction élevé comme le veut la politique d'immigration adoptée par ce pays dans les années soixante, qui se veut très sélective. Elle exige des profils qualifiés exerçant différents métiers: architecture, notariat, expertise comptable, médecine, ingénierie... Ces dernières années, cette liste a beaucoup rétréci.

Le Canada d'aujourd'hui a plus besoin de médecins capables de s'installer dans des provinces éloignées. Peu de Maghrébins acceptent cette

**Le salaire hebdomadaire moyen des immigrants était 3,3% inférieur à celui des natifs au Québec en 1980. En 2005, les immigrants touchaient un salaire 14% inférieur à celui des Canadiens.**

condition. Le Québec, particulièrement Montréal, reste la province la plus privilégiée et la plus prisée parce qu'elle est francophone. Mais, ce n'est pas acquis d'avance. Pour le ministère de l'Immigration canadien, le quart des 65% des immigrants arrivés en 2010 qui disent parler français ne le maîtrisent pas suffisamment bien pour exercer leur profession au Québec.

Ce n'est pas le seul problème que rencontrent les immigrants maghrébins diplômés. Il y a aussi celui de l'équivalence, une procédure administrative compliquée et lente, mais surtout coûteuse. Une difficulté de taille pour un nouvel arrivant sans revenu. Les statistiques montrent que cela prend en moyenne deux ans et demi pour qu'un Maghrébin trouve son premier emploi au Québec. Beaucoup d'entre eux pratiquent des petits métiers pour survivre. Ils ne prennent pas pour autant la décision de revenir au pays car, souvent, ils n'y ont plus de situation. «En réalité, les Québécois ont une perception différente des choses: ils ne disent jamais à ces nouveaux émigrés qu'ils vont trouver un travail qui correspondrait à leur diplômes et leurs qualifications. En revanche, ils promettent une vie meilleure à leurs enfants. C'est le prix à payer quand on est un immigré de première génération», explique un diplomate européen en poste à Montréal.

Une logique contestée compte tenu de la dégradation des conditions d'accueil et d'accompagnement au Canada, particulièrement au Québec, où l'intégration est de plus en plus difficile. Les success-story comme seule l'Amérique sait en produire, font partie, désormais, d'un passé révolu. ■